

Les faits indiquent qu'il y a eu effectivement, fondamentalement à travers la guerre civile et le développement des comités populaires, destruction de l'ancien appareil d'Etat et destruction des anciens rapports de propriété. La résolution du 7^e Plenum du CEI ne nie pas, du reste, ce fait.

Y aurait-il après eu une reconstitution d'un nouvel Etat bourgeois? Les camarades qui auraient tendance à poser une telle question ne doivent pas oublier de tenir compte des considérations suivantes. Comme nous l'avons indiqué au cours de cet article, les rapports de propriété en Yougoslavie ont changé fondamentalement dans la période 1945-1947 et non pas antérieurement à celle-ci. En ce qui concerne les mesures les plus avancées pour transformer dans un sens collectiviste l'agriculture et frapper économiquement le koulak, ces mesures ont été prises à partir de 1947 et continuent actuellement à s'amplifier. L'accentuation de ces mesures cadre-t-elle avec une restauration bourgeoise?

Quant à l'Etat - l'Etat, appareil politique- il n'a pas cessé de se baser sur le système des comités et ce système, loin de se restreindre, amplifie et approfondit ses fonctions. Tel est au moins le sens qui se dégage, comme nous avons eu l'occasion de le noter à propos de la nouvelle loi de juin 1949 sur les comités populaires.

Naturellement, dans cette évolution de l'Etat, il faut à la fois, à notre avis, distinguer entre l'affermissement de son caractère anti-capitaliste et son caractère bureaucratique, les gérants réels de cet Etat étant la bureaucratie (si jeune soit-elle) sortie principalement des rangs du mouvement révolutionnaire des masses, et du Parti communiste yougoslave en particulier.

Cette bureaucratie se base sur de nouveaux rapports de propriété et, dans ce sens, elle est anti-capitaliste. Pour défendre, consolider et étendre cette base, elle a besoin d'un appareil d'Etat nouveau qui doit être capable de tenir en échec et contrôler les restes des anciennes classes possédantes déchues. C'est le rôle des comités populaires. Mais, d'autre part, la bureaucratie est l'expression du fait que les normes bourgeoises de distribution existent toujours en Yougoslavie, et qu'elle doit les défendre contre les masses mêmes. Pour cette raison la bureaucratie qui maintient les comités, s'efforce en même temps de les contrôler bureaucratiquement.

Cependant, même sur ce plan, il est possible de soutenir la thèse que l'appareil de l'Etat yougoslave est à l'heure actuelle encore beaucoup moins bureaucratique que celui de l'URSS, par le seul fait qu'il vient de sortir des rangs des masses, et qu'il n'a pas encore la base matérielle étendue que possède la bureaucratie soviétique.

Que l'Etat (l'Etat appareil) reste bourgeois dans sa fonction pour maintenir et défendre des normes bourgeoises de distribution, et aussi en partie par sa composition sociale et sa structure, vu le fait qu'il est dirigé par une bureaucratie truffée de beaucoup d'éléments de l'ancien appareil étatique, est un facteur qui va jouer, à la longue, dans un sens destructif des rapports de propriété. Mais c'est seulement la destruction effective de ces derniers qui marquerait le rétablissement du capitalisme en Yougoslavie.

Dire qu'il n'y a pas dans ce pays un véritable appareil étatique prolétarien ne suffit pas à nier le caractère de classe anti-capitaliste de la société yougoslave, issue des transformations de la guerre civile,